

*Article 21 du Règlement***LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—  
LES AVANTAGES DU LIBRE-ÉCHANGE

**M. Gordon Taylor (Bow River):** Monsieur le Président, quelques députés libéraux, les néo-démocrates et certains dirigeants syndicaux tentent de faire peur aux Canadiens en affirmant que le libre-échange avec les États-Unis est une menace pour notre souveraineté et nos programmes sociaux. De telles déclarations n'ont absolument aucun sens.

Dans le domaine des produits finis de viande rouge, il existe un régime de libre-échange avec les États-Unis et pourtant, nous n'avons pas perdu un seul programme social. Nous avons conservé notre pleine souveraineté. Nous n'avons pas été dominés non plus. Je n'ai connaissance d'aucune conséquence désavantageuse que ce soit pour les Canadiens ou les Américains. L'Association des éleveurs de bétail de l'Ouest appuie le libre-échange avec les États-Unis ainsi qu'avec le reste du monde.

Comme l'Irlandais l'a dit: «Quand nous aurons le libre-échange, j'en serai reconnaissant pour le reste de mes jours, si seulement je vis assez longtemps».

\* \* \*

**LES INVALIDES ET LES HANDICAPÉS**LES CONSÉQUENCES DES MISES À PIED À LA FONCTION  
PUBLIQUE

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, plusieurs centaines de personnes handicapées au service du gouvernement fédéral sont à l'heure actuelle victimes du gel des effectifs dans la Fonction publique et des compressions du gouvernement. La plupart des personnes concernées occupent des postes pour une période déterminée, parfois après être passées par le programme d'accès aux personnes handicapées. Le gouvernement en a déjà avisées plusieurs qu'il n'a pas l'intention de renouveler leur emploi et qu'elles pourraient être licenciées dès le 27 mars prochain.

Or, le gouvernement s'est engagé à ne pas s'en prendre aux handicapés et à faire en sorte que la Fonction publique fédérale soit davantage représentative des groupes cibles. Je voudrais vous faire remarquer que le service des débouchés pour les handicapés du secrétariat d'État emploie à l'heure actuelle six personnes, dont deux handicapés qui sont sur le point d'être licenciées à la fin du mois. Si le gouvernement entend vraiment s'occuper des handicapés, ce sont les dernières personnes qui devraient être victimes du programme d'austérité.

\* \* \*

**LES JEUNES**

## LA PRÉSENTATION DE PROGRAMMES

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, le secrétaire d'État du Canada (M. Bouchard) a tort de dire qu'il lui faudrait des semaines, voire des mois avant de présenter une politique sur l'emploi des jeunes. Il a eu tout le temps qu'a duré l'année de la jeunesse, en 1985, pour établir cette

politique en faveur des jeunes. Une année entière. Hier, à l'émission *Cross Country Check-Up*, il a osé dire qu'il avait encore besoin de temps. En outre, tout en sachant que le Sénat allait recommander dans son rapport la création de programmes comme Katimavik, il a eu le front de supprimer ce dernier.

● (1415)

Le secrétaire d'État affirme qu'on manque de fonds pour offrir des programmes aux jeunes. Mais on a bien trouvé des millions de dollars pour publier le rapport Nielsen, et des centaines de millions pour renflouer les banques. Nous demandons au secrétaire d'État . . .

**M. le Président:** Les 60 secondes sont écoulées.

\* \* \*

**LA CHAMBRE DES COMMUNES**PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET  
DES PÊCHES DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

**M. le Président:** Je signale aux députés la présence à notre tribune de M. Colin James Mole, ministre de l'Agriculture et des Pêches de la Nouvelle-Zélande.

**Des voix:** Bravo!

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LE NICARAGUA—L'AIDE AUX CONTRAS—LE PLAIDOYER DU  
PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount):** Monsieur le Président, je constate que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'est pas présent. J'espérais qu'il le serait, étant donné le sommet qui débute aujourd'hui. En l'absence du premier ministre, je m'adresse au vice-premier ministre. Le vice-premier ministre peut-il nous faire part de la réponse du gouvernement à l'allocution télévisée du président Reagan au peuple américain hier soir? Quelle est notre réponse à son plaidoyer pour un accroissement de l'aide aux contras au Nicaragua?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Je dirai d'emblée que les activités du Congrès américain en la matière sont d'ordre purement intérieur. Il ne nous appartient pas d'y répondre. Cela dit, j'aimerais répéter ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit le 13 courant, et qui figure à la page 11507 du Hansard:

. . . le Canada favorisera mieux ces progrès . . .

Il s'agit de la recherche d'une solution pacifique au Nicaragua . . .

. . . en soutenant et en renforçant le groupe de Contadora comme nous l'avons fait, et en résistant à la tentation d'user de notre influence auprès des États-Unis et ailleurs en offrant des conseils gratuits que nous ne pouvons ni justifier ni mettre en vigueur.